ouest france

PAYS: FRA
TYPE: Web
EAE: €36404.93
AUDIENCE: 2676833

TYPOLOGIE DU SITE WEB: News and Media
VISITES MENSUELLES: 81375728.87
JOURNALISTE: Jeanne ROUXEL et Jennifer CHAINAY.
URL: www.ouest-france.fr

> 6 octobre 2025 à 6:33

> Version en ligne

Volte-face, alliances… Comment Benyamin Netanyahou assure-t-il sa « survie politique » en Israël ?

Après une énième volte-face à propos du plan de Donald Trump pour la paix à Gaza, le leader israélien semble plus que jamais s'accrocher à son poste de Premier ministre. Entre affaires judiciaires et pression de sa coalition d'extrême droite… Comment cherche-t-il à garder coûte que coûte le pouvoir ?

Par Jeanne ROUXEL et Jennifer CHAINAY.

Cessez-le-feu, libération des otages, désarmement du Hamas… De nombreux pays comme le Royaume-Uni, la France, l'Italie, les autorités palestiniennes et plusieurs États arabes ont salué le plan de paix pour Gaza présenté par Donald Trump le 29 septembre 2025. Si le président américain a assuré qu'un accord était « très, très proche », du côté d'Israël, rien ne semble confirmer ces propos.

Après avoir donné son feu vert, il n'a pas fallu longtemps au leader israélien pour doucher tout espoir de trêve, s'opposant, après coup, à certains points essentiels, notamment la reconnaissance d'un État palestinien.

Benyamin Netanyahou continue de souffler le chaud et le froid et l'opposition israélienne l'accuse de faire durer le conflit pour éviter de rendre des comptes. Et surtout, pour rester au pouvoir. Alors quels enjeux politiques se cachent derrière ces décisions pour le Premier ministre israélien ? Et concrètement, comment fait-il pour assurer sa « survie politique » ? Ouest-France fait le point.

Inverser la pression

Le processus de reconnaissance de l'État de Palestine enclenchée par la France et suivi par d'autres États dans le monde a plus que jamais isolé le Premier ministre israélien. Benyamin Netanyahou a essayé, lors de ce rendez-vous très attendu avec Donald Trump à Washington, d'inverser le rapport de force et de faire que la pression change de camp, estime Thomas Vescovi, doctorant en science politique à l'Université libre de Bruxelles (ULB) et à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS).

« Vous avez un plan qui est sur la table, ce n'est pas un plan de paix, c'est un plan de capitulation. On ne laisse pas d'autre choix au Hamas que de rendre les armes et de quitter la bande de Gaza, le tout sans avoir aucune garantie de souveraineté palestinienne », explique-t-il.

« Si le Hamas n'accepte pas l'accord, nécessairement ça voudra dire qu'ils veulent que les massacres se poursuivent […] Ce qu'on ne dit pas suffisamment, c'est que ce n'est pas un accord équilibré, c'est tout simplement signer et acter leur défaite », poursuit le chercheur.

Si des puissances mondiales réclament la reconnaissance de l'État palestinien et la paix à Gaza, une autre pression pèse sur Benyamin Netanyahou. « Il sait que s'il signe cet accord, ses alliés d'extrême droite en Israël vont le lâcher, et donc l'amener vers une minorité politique. Il devra faire face à ces juges, à la fois pour des affaires de corruption, mais aussi des juges sur le 7 octobre […] Il

Onclusive Tous droits de reproduction réservés. https://onclusive.com/en-gb/talk-to-us/

sait que lorsqu'il ne sera plus au pouvoir, il devra faire face à tout cela, sa survie politique tient à son maintien au pouvoir. »

Jouer la montre

Plusieurs affaires planent en effet sur le Premier ministre israélien. Benyamin Netanyahou encourt aujourd'hui une peine de plus de dix ans de prison dans trois dossiers de corruption présumée.

Face à ces accusations, le Premier ministre a crié à « l'absurdité » avant de dénoncer un « coup monté » de ses adversaires politiques. Entre reports et recours juridiques… Benyamin Netanyahou semble également jouer la montre. « Si son gouvernement explose, il ne peut pas sauver sa peau. Il est dans une situation judiciaire et politique compliquée », confirme à Ouest-France Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (Iris) et spécialiste du Moyen-Orient.

En effet, le Premier ministre israélien a tout intérêt à garder ses fonctions s'il veut échapper à son sort judiciaire, qu'il retarde depuis plusieurs années. En perdant son poste, Benyamin Netanyahou pourrait donc perdre son « immunité » politique, et de ce fait : rendre possible toute condamnation à son encontre.

Mais pour se maintenir, le Premier ministre doit également garder sa coalition en place. « Il sait à quel point son maintien au pouvoir en Israël dépend de son alliance avec l'extrême droite israélienne, qui refuse catégoriquement toute forme d'accord pour mettre fin à la guerre à Gaza », poursuit le doctorant Thomas Vescovi.

« S'est-il radicalisé par opportunisme électoral, lié à ses affaires de justice et à la nécessité de rester à la tête de cette coalition-là, ou bien de manière très convaincue ? On ne sait pas », s'interroge de son côté l'essayiste et géopolitologue, Frédéric Encel, auteur de La Guerre mondiale n'aura pas lieu (Éditions Odile Jacob, mars 2025).

Maintenir le cadenas politique avec la coalition au pouvoir

En 2022, le Likoud, parti de Benyamin Netanyahou, remporte avec une majorité relative les élections législatives, détenant alors 32 sièges sur 120 à la Knessett, le parlement israélien. En formant une alliance avec des partis d'extrême droite (Parti sioniste religieux, Otzma Yehudit) et religieux (Shas, Judaïsme unifié de la Torah), la coalition détient une majorité de sièges : 61 au total.

Du moins, détenait. En juillet dernier, celle-ci s'est retrouvée nettement fragilisée par le départ des deux principaux partis ultra-orthodoxes qui la composent. Ils protestaient contre l'échec de l'alliance au pouvoir à faire adopter une loi exemptant leur communauté, les juifs haredims, du service militaire. Des départs donc, qui ont réduit le nombre de sièges de l'alliance à 50, perdant ainsi la majorité parlementaire requise pour un gouvernement stable.

Tous droits de reproduction réservés.

Pour autant, une dissolution serait possible uniquement en cas de fracture réelle de la coalition, ou d'une majorité contre celle-ci. « Les orthodoxes ne sont pas non plus fous, ils savent qu'ils sont en désaccord, mais ne pas maintenir la confiance, c'est jouer avec le feu. C'est pareil pour l'extrême droite, elle sait à quel point ça serait grave pour ses forces », explique Thomas Vescovi. Et de poursuivre : « Tant que Netanyahou n'a pas un vote minoritaire à la Knesset, il n'est pas tenu de démissionner »

Pour autant, Benyamin Netanyahou évite tout contresens avec ses derniers alliés : ses ministres nationalistes d'extrême droite, pro-colonisation et opposés à l'existence d'un État palestinien. Le chercheur le précise : toutes les décisions prises sur la guerre à Gaza ont « été compensées(e) par des dispositions pour (les) satisfaire ». « Les ministres d'extrême droite sont hostiles à toute possibilité de compromis », renchérit le spécialiste du Moyen-Orient, Didier Billion.

Empêcher des législatives anticipées

« Dès le 7 octobre, Benyamin Netanyahou savait très bien que s'il perdait le pouvoir c'était la fin pour lui. Au contraire, il va essayer de se maintenir au pouvoir coûte que coûte, et empêcher des élections anticipées », commente le chercheur Thomas Vescovi.

En effet, en mars 2024, le leader israélien déclarait déjà que « des élections en pleine guerre paralyseraient Israël pendant six mois », devant les appels de l'opposition à des élections législatives anticipées. En août dernier, rebelote. Benny Gantz, l'un de ses principaux opposants, a de nouveau lancé un appel à Benyamin Netanyahou pour une nouvelle coalition. Le but ? Former un nouveau gouvernement qui écarterait l'extrême droite et libérerait les otages.

« L'opposition était prête à soutenir le gouvernement pour que Netanyahou reste au pouvoir jusqu'à la fin de son mandat, pour qu'il puisse signer l'accord de paix », explique Thomas Vescovi, avant d'ajouter que le Premier ministre est conscient du pari risqué que cela représente. « En faisant ça, vous vous rendez naturellement dépendant de l'opposition, donc vous lui devez votre maintien au pouvoir, et donc pour lui, c'est véritablement la fin, car derrière ça, l'opposition peut vous faire chuter ».

En empêchant des élections anticipées, Benyamin Netanyahou pourrait mettre en perspective celles prévues en 2026. « Il va faire en sorte de vendre à la population israélienne un bilan redoré », avance Thomas Vescovi.

Pour Frédéric Encel, cela ne signifie pas qu'une coalition d'extrême droite comme celle qui prévaut aujourd'hui « ne peut pas revenir dans un an si les élections avaient lieu » dans un futur proche. D'ici là, « il peut se passer beaucoup de choses ».

Le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahou participe à une conférence de presse avec Donald Trump à la Maison-Blanche le 29 septembre 2025.

ALEX WONG / Getty Images via AFP

Tous droits de reproduction réservés.